



ÉTENDRE NOTRE PORTÉE

**RAPPORT**  
SUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE  
DE L'EXERCICE 2018

**TECSYS®**

## TECSYS Inc.

### Commentaires et analyse de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation en date du 30 novembre 2017

Les commentaires et l'analyse de la direction qui suivent doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires de TECSYS Inc. (la « Société »), les notes y afférentes qui figurent dans ce document, et le rapport annuel pour l'exercice terminé le 30 avril 2017. La clôture du deuxième trimestre de l'exercice financier 2018 de la Société a été le 31 octobre 2017. Des renseignements supplémentaires concernant la Société, notamment des copies de documents d'information continue tels que la notice annuelle et la circulaire de sollicitation de procurations, peuvent être consultés sur le site Web de SEDAR à l'adresse <http://www.sedar.com>.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ci-joints de la Société ont été préparés par la direction de la Société, qui en a la responsabilité.

Le présent document et les états financiers résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire. La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien car cette devise représente le principal environnement économique dans lequel opère la Société.

## Survol

TECSYS offre des solutions de gestion de la chaîne d'approvisionnement transformatrices qui permettent à ses clients de réussir dans un monde omni-canal qui évolue rapidement. Les solutions de TECSYS reposent sur une véritable plateforme de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'entreprise, notamment la gestion de l'entrepôt et la gestion de la distribution et des transports, la gestion de l'approvisionnement au point d'utilisation et une gestion et une analyse financière complètes. Les clients de la plateforme de gestion de la chaîne d'approvisionnement TECSYS sont sûrs de pouvoir accomplir leur mission jour après jour, malgré les fluctuations économiques et les changements technologiques. Cette plateforme les aide à s'adapter aux besoins et à la taille des entreprises, et à prendre de l'expansion et à collaborer avec les clients, les fournisseurs et les partenaires comme s'il s'agissait d'une seule et même entreprise. De la planification à l'exécution des commandes, TECSYS remet le pouvoir entre les mains des intervenants de première ligne et du personnel administratif, libérant les dirigeants d'entreprise de tout carcan afin qu'ils puissent assurer la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement mieux que jamais.

TECSYS est un chef de file du marché des solutions de gestion de la chaîne d'approvisionnement pour les systèmes de santé et hôpitaux. Plus de 600 moyennes entreprises et grandes sociétés figurant au palmarès Fortune 1000 confient leur chaîne d'approvisionnement à TECSYS dans le secteur des soins de santé, des pièces de rechange, de la logistique tierce partie et des marchés généraux de distribution en gros à haut volume.

## Principales informations financières trimestrielles

(Les données trimestrielles ne sont pas auditées)

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action

|                                                | 2018   |        | 2017   |        |        |        | 2016   |        |
|------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
|                                                | T2     | T1     | T4     | T3     | T2     | T1     | T4     | T3     |
| Total des produits                             | 18 072 | 16 511 | 18 447 | 17 385 | 16 518 | 16 097 | 21 144 | 15 629 |
| Bénéfice                                       | 1 356  | 69     | 4 776  | 888    | 206    | 128    | 3 825  | 543    |
| Résultat global                                | 701    | 864    | 4 378  | 1 261  | 70     | (597)  | 4 811  | 296    |
| BAIIA <sup>1</sup>                             | 2 184  | 687    | 6 674  | 1 941  | 935    | 814    | 3 837  | 1 343  |
| Résultat de base et dilué par action ordinaire | 0,10   | 0,01   | 0,39   | 0,07   | 0,02   | 0,01   | 0,31   | 0,04   |

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2017, la Société a comptabilisé des crédits d'impôt fédéral canadien non remboursables liés à la R&D de 4,7 millions de dollars du fait de la probabilité plus grande, prévue par la Société, que les crédits d'impôt se réaliseront dans le futur et de la nécessité de faire le meilleur usage possible des crédits d'impôt avant leur expiration étant donné qu'une part importante de ces crédits viendront à échéance dans les six prochaines années.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2016, la Société a effectué de nombreuses livraisons de produits exclusifs, qui ont totalisé 5,9 millions de dollars comparativement à une moyenne de 2,6 millions de dollars au cours des trois premiers trimestres de 2016. De plus, la Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 1,4 million de dollars découlant de l'augmentation prévue du bénéfice d'exploitation au cours de futurs exercices. Le résultat global a été considérablement plus élevé que le bénéfice, tandis que le contraire s'était produit au cours des trois trimestres précédents de l'exercice 2016. Cette situation s'explique par le recul du cours de clôture du dollar américain depuis la fin du troisième trimestre de l'exercice 2016, ce qui a donné lieu à des profits liés à la juste valeur sur les couvertures de produits désignées attribuables à l'exercice 2017, en raison des taux de change applicables aux contrats de couverture de produits plus élevés que le cours de clôture à la fin de l'exercice.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesure de la performance non conforme aux IFRS » à la fin des commentaires et analyse de la direction

# Résultats d'exploitation

Comparaison du trimestre clos le 31 octobre 2017 et du trimestre clos le 31 octobre 2016

## Produits

Le produit total du deuxième trimestre clos le 31 octobre 2017 s'est établi à 18,1 millions de dollars, en hausse de 1,6 million de dollars ou de 9 %, en comparaison de 16,5 millions de dollars pour la même période de l'exercice 2017. Le cours moyen du dollar américain était de 1,2496 dollar canadien au deuxième trimestre de l'exercice 2018 en comparaison de 1,3116 dollar canadien au deuxième trimestre de l'exercice 2017. Environ 66 % des produits de la Société ont été générés aux États-Unis au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018. La plus faible valeur du dollar américain qui a été partiellement compensée par l'effet positif de la couverture désignée par la Société de produits américain hautement probable ont eu une incidence défavorable sur les produits d'environ 100 000 \$ comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2017. La plus faible valeur du dollar américain a eu des répercussions positives sur le coût des ventes et les charges d'exploitation d'environ 100 000 \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018 en regard du deuxième trimestre de l'exercice 2017.

Les commandes<sup>2</sup> totales se sont élevées à 11,5 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2018 en comparaison de 10,9 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Au deuxième trimestre de l'exercice 2018, la Société a signé des contrats d'une valeur totale de 2,5 millions de dollars avec trois nouveaux clients, contre 3,9 millions de dollars avec quatre nouveaux clients au deuxième trimestre de l'exercice 2017.

Les produits tirés des produits exclusifs, soit les produits développés à l'interne, notamment les logiciels de la Société et les technologies matérielles, ont diminué à 1,6 million de dollars, soit une diminution de 134 000 \$ ou de 8 %, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018 en comparaison de la même période de l'exercice précédent. Il y a eu une diminution des ventes de produits de technologies matérielles et une diminution des ventes de logiciels exclusifs.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2018, les produits tirés des produits tiers ont diminué à 1,4 million de dollars, soit une diminution de 58 000 \$ ou de 4 %, en comparaison de 1,5 million de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Il y a eu une diminution des produits tirés du matériel à radiofréquence et des licences d'utilisation de logiciels tiers compensée par une augmentation des produits tirés des produits d'entreposage.

Les produits d'infonuagique, de maintenance et d'abonnement ont augmenté pour s'établir à 6,4 millions de dollars, soit une augmentation de 253 000 \$ ou de 4 %, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 en comparaison de 6,2 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. L'augmentation de ce flux de produits qui est principalement de nature récurrente est principalement attribuable à la hausse des produits de maintenance tirés des nouvelles ventes de licences et des hausses de prix.

Les produits des services professionnels ont augmenté pour s'établir à 7,9 millions de dollars, soit une augmentation de 1,4 million de dollars ou de 22 %, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 en comparaison de 6,5 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Les produits des services de personnalisation et les produits de services de conseil et de l'implémentation ont augmenté en comparaison de la même période de l'exercice précédent. De plus, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018, la société a comptabilisé un produit de services professionnels différés de 1,0 million de dollars en raison de la terminaison d'un contrat et de ses obligations futures connexes.

En pourcentage, les produits ont compté pour 17 % et les services, qui comprennent les produits de l'infonuagique, de maintenance et d'abonnement ainsi que les produits des services professionnels, pour 79 % du total des produits du deuxième trimestre de l'exercice 2018 en comparaison de 20 % et 77 %, respectivement, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017.

## Coût des ventes

Le coût total des ventes s'est établi à 8,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018, en hausse de 407 000 \$ ou de 5 %, par rapport à 8,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice 2017. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de 319 000 \$ des coûts des services, la hausse de 22 000 \$ du coût des produits et par la hausse de 66 000 \$ des frais remboursables.

Le coût des produits sont restés relativement stables à 1,4 million de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ceci est dû à la hausse des produits tirés des produits d'entreposage compensée par le recul des produits tirés des licences d'utilisation de logiciels tiers et des produits tirés de matériel à radiofréquence.

Le coût des services a augmenté pour s'établir à 6,6 millions de dollars, en hausse de 319 000 \$ ou de 5 % au deuxième trimestre de l'exercice 2018 en comparaison de 6,3 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. La hausse est principalement attribuable à la rémunération et avantages sociaux des employés plus élevés, ainsi qu'aux frais d'hébergement et une baisse des crédits d'impôt laquelle a été en partie compensée par les frais de consultation et les coûts liés au soutien des logiciels tiers moins élevés. Au deuxième trimestre de l'exercice 2018, en moyenne, les effectifs de service ont augmenté de onze employés comparativement au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le coût des services comprend des crédits d'impôt de 481 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018, contre 580 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution des crédits d'impôt est principalement attribuable aux ajustements favorables liés aux périodes antérieures comptabilisés au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017.

## Marge brute

La marge brute s'est établie à 9,4 millions de dollars, en hausse de 1,1 million de dollars ou de 14 %, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018, par rapport à celle de 8,3 millions de dollars dégagés pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ceci est principalement attribuable à la marge sur les services plus élevée de 1,4 million de dollars partiellement compensée par la marge sur les produits moins élevée de 214 000 \$. Le pourcentage de la marge brute totale du deuxième trimestre de l'exercice 2018 s'est établi à 52 % en regard de 50 % pour le trimestre correspondant de l'exercice 2017.

<sup>2</sup> Se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance » à la fin des commentaires et analyse de la direction

La marge brute sur les produits a diminué à 1,7 million de dollars, en baisse de 214 000 \$, en comparaison de la même période de l'exercice précédent et est principalement attribuable au mix de produits et à la marge sur les produits d'entreposage, le matériel à radiofréquence et les licences d'utilisation de logiciels tiers mentionnés plus haut.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2018, la marge brute sur les services a augmenté pour s'établir à 7,7 millions de dollars, en hausse de 1,4 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2017. La marge brute sur les services a augmenté principalement due à la hausse des produits des services professionnels et des produits d'infonuagique, de maintenance et d'abonnement partiellement compensée par l'augmentation des coûts des services découlant principalement de l'effectif supérieur par rapport à la même période de l'exercice précédent. La marge brute sur les services représentait 54 % des produits tirés des services au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018, contre 50 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

## Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation totales du deuxième trimestre de l'exercice 2018 ont diminué de 128 000 \$, ou de 2 %, pour s'établir à 7,8 millions de dollars, par rapport à 8,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La Société prévoit tirer parti de son organisation de vente et de commercialisation et de sa structure administrative actuelle pour soutenir la croissance des produits. Les écarts les plus marqués entre le deuxième trimestre de l'exercice 2018 et le trimestre correspondant de l'exercice 2017 se présentent comme suit :

- Les frais de vente et de commercialisation ont atteint 3,9 millions de dollars, soit 82 000 \$ de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation des commissions ainsi qu'une indemnité de départ unique de 391 000 \$ a été partiellement compensée par une diminution des salaires et des avantages sociaux, des frais de déplacement et une diminution des coûts du programme de marketing découlant de la conférence des utilisateurs de la Société qui a eu lieu au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017. Au deuxième trimestre de l'exercice 2018, l'effectif moyen des ventes et de commercialisation a diminué de trois par rapport à la même période de l'exercice 2017.
- Les frais généraux et charges administratives ont diminué à 1,6 million de dollars, soit 108 000 \$ de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des frais juridiques partiellement compensée par l'augmentation des salaires et des avantages sociaux des employés, des incitations et des dons par rapport à la même période de l'exercice 2017.
- Les frais nets de recherche et de développement ont diminué à 2,4 millions de dollars, soit 102 000 \$ de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les frais de R&D bruts ont diminué de 136 000 \$ découlant principalement des frais moins élevés de consultation et de déplacement. La Société a également enregistré 310 000 \$ de crédits d'impôt remboursables et non remboursables liés à la R&D et au commerce électronique au deuxième trimestre de l'exercice 2018 par rapport à 355 000 \$ à la période correspondante de l'exercice 2017. De plus, la Société a amorti des frais de développement reportés et autres immobilisations incorporelles de 339 000 \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2018 en comparaison de 377 000 \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. De plus, la Société a capitalisé des frais de développement reportés de 27 000 \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2017.

## Bénéfice d'exploitation

La Société a comptabilisé un bénéfice d'exploitation de 1,6 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 par rapport à 320 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent principalement en raison d'une augmentation de la marge brute sur les services et des charges d'exploitation moins élevées partiellement compensée par une baisse de la marge brute sur les produits.

## Charges financières nettes

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018, la Société a inscrit des produits financiers nets de 33 000 \$, en comparaison des charges financières nettes de 55 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation des produits financiers nets est principalement attribuable à une perte de change moins élevée, des charges d'intérêts moindres sur la dette à long terme de la Société et des produits d'intérêts plus importants tirés des placements de la Société par rapport à la même période de l'exercice précédent.

## Impôt sur le résultat

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018, la Société a inscrit une charge d'impôt sur le résultat de 272 000 \$ en comparaison d'une charge d'impôt de 59 000 \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation de la charge d'impôts est principalement attribuable à l'augmentation de la rentabilité au deuxième trimestre de l'exercice 2018 comparativement au même trimestre de l'exercice 2017.

Au 30 avril 2017, la Société détenait un actif d'impôt différé comptabilisé d'un montant net de 2,2 millions de dollars et un actif d'impôt différé non comptabilisé d'un montant net de 5,4 millions de dollars visant divers territoires, ainsi que des crédits d'impôt fédéral canadien non remboursables liés à la RS&DE totalisant environ 6,1 millions de dollars qui ne peuvent être utilisés que dans le but de réduire l'impôt sur le résultat fédéral canadien qui serait autrement exigible pour les exercices à venir. Compte tenu des crédits d'impôt fédéraux canadiens non remboursables auxquels elle a droit et de ses actifs d'impôt différé, la Société ne s'attend pas à devoir effectuer des paiements en trésorerie importants au titre de l'impôt sur le résultat au Canada. Se reporter à la note 14 afférente aux états financiers consolidés annuels pour de plus amples renseignements.

## Bénéfice net

La Société a inscrit un bénéfice net de 1,4 million de dollars, soit 0,10 \$ par action, au deuxième trimestre de l'exercice 2018 en comparaison d'un bénéfice net de 206 000 \$, soit 0,02 \$ par action au deuxième trimestre de l'exercice 2017.

# Résultats d'exploitation

*Comparaison du semestre clos le 31 octobre 2017 et du semestre clos le 31 octobre 2016*

## Produits

Le produit total du premier semestre clos le 31 octobre 2017 s'est établi à 34,6 millions de dollars, en hausse de 2,0 millions de dollars ou de 6 %, en comparaison de 32,6 millions de dollars pour la même période de l'exercice 2017. Le cours moyen du dollar américain était de 1,2849 dollar canadien au premier semestre de l'exercice 2018 en comparaison de 1,3037 dollar canadien au premier semestre de l'exercice 2017. Environ 69 % des produits de la Société ont été générés aux États-Unis au cours du premier semestre de l'exercice 2018. La plus faible valeur du dollar américain qui a été partiellement compensée par l'effet positif de la couverture désignée par la Société de produits américain hautement probable ont eu une incidence défavorable sur les produits d'environ 100 000 \$ comparativement au premier semestre de l'exercice 2017. La plus faible valeur du dollar américain a eu des répercussions positives sur le coût des ventes et les charges d'exploitation d'environ 100 000 \$ au cours du premier semestre de l'exercice 2018 en regard du premier semestre de l'exercice 2017.

Les commandes totales s'élevaient à 21,3 millions de dollars au premier semestre de l'exercice 2018 en comparaison de 16,9 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Au premier semestre de l'exercice 2018, la Société a signé des contrats d'une valeur totale de 5,1 millions de dollars avec cinq nouveaux clients, contre 5,6 millions de dollars avec six nouveaux clients au premier semestre de l'exercice 2017.

Les produits tirés des produits exclusifs, soit les produits développés à l'interne, notamment les logiciels de la Société et les technologies matérielles, ont diminué à 2,9 millions de dollars, en baisse de 110 000 \$ ou de 4 %, au cours du premier semestre de l'exercice 2018 en comparaison de 3,0 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. La diminution est principalement attribuable à la diminution des produits logiciels exclusifs.

Au premier semestre de l'exercice 2018, les produits tirés des produits de tiers ont été relativement stables à 3,0 millions de dollars par rapport au premier semestre de l'exercice 2017. Il y a eu une baisse des produits tirés des produits d'entreposage qui a été compensée par une augmentation des produits tirés d'équipement à radiofréquence et des produits tirés de licences de logicielles de tiers.

Les produits d'infonuagique, de maintenance et d'abonnement ont augmenté pour s'établir à 13,5 millions de dollars, soit une augmentation de 699 000 \$ ou de 5 %, pour le premier semestre de l'exercice 2018 en comparaison de 12,8 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. L'augmentation de ce flux de produits qui est principalement de nature récurrente est principalement attribuable à la hausse des produits de maintenance tirés des nouvelles ventes de licences et des hausses de prix et des produits tirés de l'infonuagique plus élevés.

Les produits des services professionnels ont augmenté pour s'établir à 14,0 millions de dollars, soit une augmentation de 1,4 million de dollars ou de 11 %, pour le premier semestre de l'exercice 2018 en comparaison de 12,6 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Les produits des services de conseil et de l'implémentation ont augmenté en comparaison de la même période de l'exercice précédent. De plus, au cours du premier semestre de l'exercice 2018, la société a comptabilisé un produit de services professionnels différés de 1,0 million de dollars en raison de la terminaison d'un contrat et de ses obligations futures connexes.

En pourcentage, les produits ont compté pour 17 % et les services pour 80 % du total des produits du premier semestre de l'exercice 2018 en comparaison de 18 % et 78 %, respectivement pour la même période de l'exercice 2017.

## Coût des ventes

Le coût total des ventes s'est établi à 17,4 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2018, en hausse de 675 000 \$ ou de 4 %, par rapport à 16,7 millions de dollars pour le semestre correspondant de l'exercice 2017. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de 535 000 \$ des coûts des services, la hausse de 119 000 \$ du coût des produits et l'augmentation de 21 000 \$ des frais remboursables.

Le coût des produits a augmenté de 119 000 \$ ou de 5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 2,7 millions de dollars, ce qui est principalement attribuable à la hausse des produits tirés des produits d'équipement à radiofréquence et des produits de licences de logicielles de tiers qui a été en partie compensée par la baisse des produits tirés des produits d'entreposage mentionnée plus haut.

Le coût des services a augmenté pour s'établir à 13,5 millions de dollars, en hausse de 535 000 \$ ou de 4 % au premier semestre de l'exercice 2018 en comparaison de 13,0 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. La hausse est principalement attribuable à la rémunération des employés plus élevée, ainsi qu'aux frais d'hébergement et par une baisse des crédits d'impôt, laquelle a été en partie compensée par une baisse des frais de recrutement, frais de consultation et les coûts liés au soutien des logiciels tiers moins élevés. Au premier semestre de l'exercice 2018, en moyenne, les effectifs de service ont augmenté de dix employés comparativement au premier semestre de l'exercice précédent. Le coût des services comprend des crédits d'impôt de 989 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice 2018, contre 1,0 million de dollars pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

## Marge brute

La marge brute s'est établie à 17,2 millions de dollars, en hausse de 1,3 million de dollars ou de 8 %, pour le premier semestre de l'exercice 2018, par rapport à celle de 15,9 millions de dollars dégagée pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Ceci est principalement attribuable à la marge sur les services plus élevée de 1,6 million de dollars qui a été en partie compensée par la marge sur les produits moins élevée de 258 000 \$. Le pourcentage de la marge brute totale du premier semestre de l'exercice 2018 s'est établi à 50 % en regard de 49 % pour le semestre correspondant de l'exercice 2017.

La marge brute sur les produits a diminué à 3,1 millions de dollars, en baisse de 258 000 \$, en comparaison de la même période de l'exercice précédent et est principalement attribuable au mix de produits et à la marge sur les produits d'entreposage, le matériel à radiofréquence et les licences d'utilisation de logiciels tiers mentionnés plus haut.

Au premier semestre de l'exercice 2018, la marge brute sur les services s'est établie à 14,1 millions de dollars, en hausse de 1,6 million de dollars par rapport à 12,5 millions de dollars dégagée au semestre correspondant de l'exercice 2017. Cette augmentation est principalement due à la hausse des produits pour les services professionnels, les services de soutien et d'hébergement qui a été en partie compensée par une augmentation des coûts de service mentionnée plus haut. La marge brute sur les services représentait 51 % des produits tirés des services au cours du premier semestre de l'exercice 2018, contre 49 % pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

## Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation totales du premier semestre de l'exercice 2018 ont augmenté de 196 000 \$, ou de 1 %, pour s'établir à 15,5 millions de dollars, par rapport à 15,3 millions de dollars pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Les écarts les plus marqués entre le premier semestre de l'exercice 2018 et le semestre correspondant de l'exercice 2017 se présentent comme suit :

- Les frais de vente et de commercialisation ont totalisé 7,5 millions de dollars, en hausse de 129 000 \$ par rapport à ceux du semestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation des commissions et des indemnités de départ ont été partiellement compensée par une diminution des salaires et des avantages sociaux, des frais de déplacement et une diminution des coûts du programme de marketing.
- Les frais généraux et charges administratives ont atteint 3,2 millions de dollars, soit 128 000 \$ de plus qu'au semestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison d'une augmentation des salaires et des avantages sociaux, les incitatifs, des frais de recrutement et des dons partiellement compensée par une baisse des frais juridiques.
- Les frais nets de recherche et de développement ont été relativement stables à 4,9 millions de dollars par rapport à ceux du semestre correspondant de l'exercice précédent. Les frais de R&D bruts ont diminué de 58 000 \$ et se composaient principalement des salaires et des avantages sociaux moins élevés partiellement compensée par une hausse des frais de recrutement. La Société a également enregistré 659 000 \$ de crédits d'impôt remboursables et non remboursables liés à la R. et D. et au commerce électronique au premier semestre de l'exercice 2018 par rapport à 713 000 \$ à la période correspondante de l'exercice 2017. De plus, la Société a amorti des frais de développement reportés et autres immobilisations incorporelles de 682 000 \$ au premier semestre de l'exercice 2018 en comparaison de 766 000 \$ pour le même semestre de l'exercice précédent. De plus, la Société a capitalisé des frais de développement reportés de 27 000 \$ au premier semestre de l'exercice 2017.

## Bénéfice d'exploitation

La Société a comptabilisé un bénéfice d'exploitation de 1,7 million de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2018 par rapport à 563 000 \$ pour le semestre correspondant de l'exercice précédent principalement en raison d'une augmentation de la marge brute sur les services partiellement compensée par une baisse de la marge brute sur les produits et des charges d'exploitation plus élevées.

## Charges financières nettes

Au cours du premier semestre de l'exercice 2018, la Société a inscrit des produits financiers nets de 67 000 \$, en comparaison des charges financières nettes de 151 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice précédent. L'augmentation des produits financiers nets est principalement attribuable à une perte de change moins élevée, des charges d'intérêts moindres sur la dette à long terme de la Société et des produits d'intérêts plus importants tirés des placements de la Société par rapport à la même période de l'exercice précédent.

## Impôt sur le résultat

Au cours du premier semestre de l'exercice 2018, la Société a inscrit une charge d'impôt sur le résultat de 302 000 \$ en comparaison d'une charge d'impôt de 78 000 \$ pour le premier semestre de l'exercice précédent. L'augmentation de la charge d'impôts est principalement attribuable à l'augmentation de la rentabilité au premier semestre de l'exercice 2018 comparativement au même semestre de l'exercice 2017.

## Bénéfice net

La Société a inscrit un bénéfice net de 1,4 million de dollars, soit 0,11 \$ par action, au premier semestre de l'exercice 2018 en comparaison d'un bénéfice net de 334 000 \$, soit 0,03 \$ par action au premier semestre de l'exercice 2017.

## Situation de trésorerie et sources de financement

Au 31 octobre 2017, les actifs courants totalisaient 32,1 millions de dollars, contre 34,6 millions de dollars à la fin de l'exercice 2017. La trésorerie et équivalents de trésorerie ont diminué à 12,5 millions de dollars en comparaison de 13,5 millions de dollars au 30 avril 2017. Cette diminution est principalement attribuable à la versement de dividendes, les variations du fonds de roulement hors trésorerie et de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles partiellement compensées par les flux de trésorerie généré par les activités d'exploitation. La trésorerie et équivalents de trésorerie n'incluent pas 10,0 millions de dollars détenus dans un certificat de placement garanti remboursable de trois ans (« CPG »). Les créances et les travaux en cours s'élevaient à 11,9 millions de dollars au 31 octobre 2017, en comparaison de 14,8 millions de dollars au 30 avril 2017. La diminution des créances et des travaux en cours est due à des encaissements significatifs au cours du premier semestre de l'exercice 2018 et à l'incidence défavorable des devises sur la conversion des créances en dollars américains en raison du taux de clôture du dollar américain passant de 1,365 \$ dollar canadien au 30 avril 2017 à 1,2888 \$ dollar canadien au 31 octobre 2017.

Le délai moyen de recouvrement des créances<sup>3</sup> de la Société était de 59 jours à la clôture du deuxième trimestre de l'exercice 2018, en regard de 72 jours à la clôture de l'exercice 2017 et de 84 jours à la clôture du deuxième trimestre de l'exercice 2017.

Les passifs courants au 31 octobre 2017 totalisaient 17,7 millions de dollars, par rapport à 21,4 millions de dollars à la clôture de l'exercice 2017. Le mouvement des passifs courants se caractérise en grande partie par la diminution des créiteurs et charges à payer de 917 000 \$ principalement en raison du paiement des incitations pour l'exercice 2017 et la diminution des produits différés de 2,8 millions de dollars principalement attribuable à la constatation de 1,0 million de dollars attribuable à la terminaison d'un contrat mentionnée plus haut et au moment de la constatation des produits sur les contrats de soutien payés d'avance. Le fonds de roulement a augmenté pour s'établir à 14,5 millions de dollars au 31 octobre 2017, contre 13,2 millions de dollars à la clôture de l'exercice 2017.

La convention bancaire et les facilités de crédit de la Société exigent le respect de ratios financiers. La Société se conformait à ces clauses restrictives au 31 octobre 2017 et au 30 avril 2017.

Les activités d'exploitation ont généré 107 000 \$ au cours du premier semestre de l'exercice 2018 en comparaison de 3,6 millions de dollars pour la même période de l'exercice 2017. Les activités d'exploitation, à l'exclusion des changements dans les éléments hors caisse du fonds de roulement, ont généré 1,9 million de dollars au cours du premier semestre de l'exercice 2018 en comparaison de 2,0 millions de dollars généré pour la même période de l'exercice 2017 principalement attribuable à la diminution des différences de change non réalisées, à l'augmentation des produits financiers nets et la diminution de l'amortissement partiellement compensée par une rentabilité plus élevée et une charge d'impôts hors trésorerie plus élevée.

Les éléments hors caisse du fonds de roulement ont utilisé 1,8 million de dollars au premier semestre de l'exercice 2018 principalement en raison de la réduction des produits différés de 2,8 millions de dollars et des créiteurs et charges à payer de 522 000 \$ et l'augmentation des crédits d'impôts à recevoir de 1,3 million de dollars partiellement compensée par la diminution des créances de 2,9 millions de dollars.

Les éléments hors caisse du fonds de roulement ont généré 1,5 million de dollars au premier semestre de l'exercice 2017 principalement en raison de la réduction des créances de 4,7 millions de dollars et des crédits d'impôts à recevoir de 934 000 \$, lesquelles ont été annulées en partie par la réduction des créiteurs et charges à payer de 1,8 million de dollars, la réduction des produits différés de 395 000 \$, l'augmentation des travaux en cours de 1,3 million de dollars et une augmentation des autres créances de 598 000 \$. Les créances au 31 octobre 2016 étaient plus faibles par rapport au 30 avril 2016 en raison des collections significatives de trésorerie au cours du premier semestre de l'exercice 2017 sur les créances générées au cours du trimestre record pour les produits qui ont eu lieu au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2016. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, la Société a reçu 2,3 millions de dollars de crédits d'impôt remboursables relatifs à l'exercice 2015.

La Société estime que ses fonds en caisse au 31 octobre 2017 associés avec les flux de trésorerie liés à l'exploitation seront suffisants pour répondre à ses besoins de fonds de roulement, de recherche et de développement, de dépenses d'investissement, de service de la dette, et de paiement de dividendes pendant au moins les douze prochains mois.

Les activités de financement ont généré 9,2 millions de dollars au cours du premier semestre de l'exercice 2018 en comparaison de 1,5 million de dollars utilisé pour la même période de l'exercice 2017. Le 27 juin 2017, la Société a réalisé un placement portant sur 1 100 050 actions ordinaires de la Société au prix d'offre de 15,00 \$ par action ordinaire, pour un produit brut totalisant 16 500 750 \$ (le « placement »), à savoir 767 050 nouvelles actions émises par la Société, dont 100 050 actions ordinaires achetées par les preneurs fermes aux termes de l'exercice de leur option de surallocation le 27 juin 2017, pour un produit brut de 11 505 750 \$, et le reclassement de 333 000 actions vendues par i) M. David Brereton, président-directeur du conseil de la Société, ii) Dabre Inc., la société de portefeuille de M. David Brereton et iii) Mme Kathryn Ensign-Brereton, la conjointe de M. David Brereton, pour un produit brut totalisant 4 995 000 \$. Le placement a été effectué par voie de prise ferme et les actions ont été souscrites par un syndicat de preneurs fermes dirigé par Cormark Securities Inc. en son nom et au nom de deux autres preneurs fermes.

Les actions ordinaires ont été offertes par voie d'un prospectus simplifié qui a été déposé dans toutes les provinces canadiennes.

Les coûts de transaction directement liés à l'émission des actions nouvelles d'environ 1 052 005 \$ ont été inscrits en diminution du produit, ce qui a donné lieu à un produit net total afférent au placement de nouvelles actions d'environ 10 453 745 \$.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2018, la Société a remboursé 37 000 \$ de la dette à long terme comparativement à 717 000 \$ remboursé au cours de la même période de l'exercice 2017. La diminution des remboursements de la dette à long terme est due au fait que la Société a payé par anticipation le solde du capital restant sur ses prêts à terme de 1 817 000 \$ le 3 avril 2017. La Société a versé 1,2 million de dollars et 739 000 \$ en dividendes au cours des premiers semestres de l'exercice 2018 et de l'exercice 2017, respectivement, car elle a porté ses dividendes trimestriels à 0,045 \$ l'action pour l'exercice 2018 comparativement à 0,03 \$ l'action pour l'exercice 2017. La Société a payé des intérêts de 1 000 \$ et 49 000 \$, respectivement, au cours des premiers semestres de l'exercice 2018 et de l'exercice 2017, respectivement.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2018, les activités d'investissement ont utilisé 10,4 millions de dollars en comparaison de 295 000 \$ pour la même période de l'exercice précédent. Une tranche de 10,0 millions de dollars de l'encaisse générée par le placement mentionné plus haut a été investie dans un CPG rachetable à long terme pour une période de trois ans. La Société a utilisé 380 000 \$ et 323 000 \$ pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles au cours des premiers semestres de l'exercice 2018 et de l'exercice 2017, respectivement. Au cours du premier semestre de l'exercice 2018, la Société a investi dans ses produits logiciels avec une inscription à l'actif d'un montant de 72 000 \$ en comparaison de 27 000 \$ au cours du premier semestre de l'exercice 2017. La Société a reçu des intérêts de 96 000 \$ et de 55 000 \$ pour les premiers semestres de l'exercice 2018 et de l'exercice 2017, respectivement.

<sup>3</sup> Se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance » à la fin des commentaires et analyse de la direction

## Transactions avec des parties liées

Conformément au plan actuel d'achat d'actions pour les principaux dirigeants et d'autres employés de la direction, la Société a fourni des prêts sans intérêts de 538 000 \$ aux principaux dirigeants et d'autres employés de la direction pour leur faciliter l'achat d'actions de la Société au cours du premier semestre clos le 31 octobre 2017. Les prêts en cours au 31 octobre 2017 s'élevaient à 429 000 \$.

## Événement postérieur à la date de clôture

Le 30 novembre 2017, le conseil d'administration de la Société a approuvé une augmentation de 11 % du dividende trimestriel, lequel est passé de 0,045 \$ par action à 0,05 \$ par action. Par conséquent, la Société a déclaré un dividende de 0,05 \$ par action devant être versé le 11 janvier 2018 aux actionnaires inscrits le 21 décembre 2017.

## Répercussions actuelles et prévues de la conjoncture économique

La conjoncture économique globale, jumelée à l'incertitude et à la volatilité actuelle des marchés, pourrait exercer un effet négatif sur la demande pour les produits et services de la Société, puisque l'industrie a la capacité de s'adapter rapidement en faisant preuve de prudence sur le plan des dépenses d'investissement. Par ailleurs, les changements réglementaires survenus dans le système des soins de santé aux États Unis, duquel la Société tire une part importante de ses produits, traversent une période d'incertitude. Ces incertitudes pourraient avoir des répercussions sur les produits de la Société.

L'exercice 2017 a été marqué par de nombreuses commandes d'une valeur de 42,6 millions de dollars, renforçant la tendance observée à l'exercice 2016, au cours duquel les commandes avaient totalisé 42,2 millions de dollars. Une proportion substantielle de ces commandes provient du secteur des soins de santé. L'ampleur de cette tendance dépendra de la solidité et de la durabilité de la croissance économique et de la demande pour des logiciels de gestion de la chaîne d'approvisionnement.

Étant donné son carnet de commandes<sup>4</sup> de 42,4 millions de dollars, qui se compose principalement de services, la direction de la Société estime que le niveau actuel des produits tirés des services, qui varie entre 13,0 et 13,5 millions de dollars par trimestre, peut se maintenir à court terme si aucun nouveau contrat important n'est conclu.

D'un point de vue stratégique, la Société continue de concentrer ses efforts sur les occasions les plus prometteuses qu'offrent sa clientèle actuelle et les marchés verticaux où elle est présente. La Société offre aussi actuellement des licences par abonnement, des services d'hébergement, la vente et la mise en œuvre par modules, et de meilleures modalités de paiement pour favoriser une croissance des produits.

La volatilité du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien continue d'avoir une incidence importante sur les produits d'exploitation et la rentabilité, puisque la Société réalise généralement entre 65 % et 75 % de son chiffre d'affaires auprès de clients américains, alors que la majorité de ses coûts sont engagés en dollars canadiens.

La Société continuera à adapter son modèle de gestion à la situation économique et à veiller à ce que les coûts correspondent aux produits qu'elle prévoit gagner. La Société a augmenté son effectif au cours des dernières années pour répondre à une plus grande demande pour ses services et pour saisir des opportunités futures au sein de son portefeuille de produits. La Société veillera à ce que cet investissement soit profitable tout en s'assurant que l'accumulation de commandes contribue à générer des produits. Les autres aspects pour lesquels la Société contrôle sans cesse sont les frais de déplacements, les services-conseils et les communications.

La Société croit que les fonds disponibles avec les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation prévues, et son accessibilité à la marge de crédit d'exploitation seront suffisants pour répondre à tous ses besoins pour au moins les douze prochains mois. La Société peut encore gérer sa structure financière en ajustant sa politique de dividende.

## Données sur les actions en circulation

Au 30 novembre 2017, la Société avait 13 082 376 actions ordinaires en circulation puisqu'il n'y a eu aucune transaction depuis la clôture du deuxième trimestre de la Société.

## Modifications des méthodes comptables

### Aucunes nouvelles normes comptables adoptées en exercice 2018

La Société n'a pas adopté aucunes nouvelles normes, modifications et interprétations au cours du premier semestre de l'exercice 2018, ouvert le 1<sup>er</sup> mai 2017. La préparation des données financières repose sur les mêmes principes et pratiques comptables que ceux qui ont été utilisés dans la préparation des états financiers annuels audités du 30 avril 2017.

### Nouvelles normes comptables et interprétations publiées, mais n'ayant pas encore été adoptées

Un certain nombre de nouvelles normes, d'interprétations et de modifications aux normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») ou par le Comité d'interprétation des IFRS (l'« IFRS IC ») et sont obligatoires, mais ne s'appliquent pas encore à la période close le 31 octobre 2017, et n'ont pas été appliquées aux fins de

<sup>4</sup> Se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance » à la fin des commentaires et analyse de la direction

l'établissement des présents états financiers consolidés. Aucune de ces normes ne devrait avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société, sauf les suivantes :

#### IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »)

En juillet 2014, l'IASB a publié une version complète de l'IFRS 9 (2014), *Instruments financiers*. L'IFRS 9 (2014) est différente à certains égards de l'IFRS 9 (2013), que la Société a adoptée par anticipation le 1er mai 2014. L'IFRS 9 (2014) comprend des directives mises à jour sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. La norme définitive proposera également une version modifiée du modèle de dépréciation en instaurant un nouveau modèle de perte de crédit attendue aux fins du calcul de la dépréciation, ainsi que de nouvelles exigences générales en matière de comptabilité de couverture. La version définitive de l'IFRS 9 annule et remplace toutes les versions antérieures de cette norme et entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Elle doit être appliquée de manière rétrospective, sauf pour quelques exemptions prévues. Son adoption anticipée est permise, mais une entité peut choisir d'appliquer une version antérieure de l'IFRS 9 si sa date d'application initiale pertinente a eu lieu avant le 1er février 2015. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

#### IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* (« IFRS 15 »)

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 qui établit les principes de comptabilisation de la nature, du montant, du moment et de l'incertitude des produits et des flux de trésorerie découlant des contrats qu'une entité a conclus avec des clients. La norme fournit un modèle unique de présentation des transferts de produits ou de services promis aux clients.

L'IFRS 15 remplace les normes suivantes : l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, l'IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et la SIC-31, *Produits des activités ordinaires - Opérations de troc impliquant des services de publicité*.

Le principe de base de l'IFRS 15 est le suivant : une entité doit comptabiliser les produits de manière à présenter le montant du transfert des biens ou services promis qui reflète la contrepartie à laquelle l'entité prévoit avoir droit en échange de ces produits ou services.

L'IFRS 15 prévoit également un ensemble cohérent d'informations à fournir qui donnera lieu à la présentation, par l'entité, d'informations exhaustives sur la nature, le montant, le moment et l'incertitude des produits et des flux de trésorerie découlant des contrats qu'elle a conclus avec des clients.

Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, mais son application anticipée est autorisée. La Société procède actuellement à l'évaluation de l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

#### IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »)

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, qui précise la manière dont une entité est tenue de comptabiliser, d'évaluer, de présenter les contrats de location et de fournir des informations à leur sujet. La norme contient un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation des actifs et des passifs pour tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur monétaire. Les bailleurs classent toujours les contrats de location en tant que contrats de location-financement et contrats de location simple, car la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée dans l'IFRS 16 par rapport à la norme précédente, l'IAS 17, *Contrats de location*. L'IFRS 16 s'applique pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, et l'adoption anticipée est permise uniquement si l'IFRS 15 a également été adoptée. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

#### IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée* (« IFRIC 22 »)

En décembre 2016, l'IASB a publié l'IFRIC 22. L'interprétation clarifie la date de conversion qui devrait être utilisée au moment de comptabiliser des transactions en monnaie étrangère comportant la réception ou le paiement d'une contrepartie anticipée. L'IFRIC 22 entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRIC 22 sur ses états financiers consolidés.

## Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables suivies par la Société sont les méthodes qui sont perçues comme les plus importantes dans l'établissement de sa situation financière et de ses résultats. Un résumé des méthodes comptables les plus importantes de la Société, comprenant celles discutées ci-dessous, est présenté dans les notes afférentes aux états financiers et aux états financiers de l'exercice clos le 30 avril 2017.

### Estimations, hypothèses et jugement

L'établissement d'états financiers consolidés exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses et des jugements qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur la valeur comptable des actifs et des passifs et sur l'information présentée à l'égard des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers, ainsi que sur la valeur comptable des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière.

Les montants présentés et les informations fournies par voie de notes reflètent l'ensemble des conditions économiques les plus susceptibles de survenir et les mesures que la direction prévoit prendre. Les résultats réels pourraient se révéler différents de ces estimations. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Les révisions des estimations comptables sont constatées dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

Des informations concernant les aspects nécessitant le recours à un jugement, à des hypothèses et à des estimations de la part de la direction ainsi que les principales sources d'incertitudes liées aux estimations qui, de l'avis de la Société, sont susceptibles d'avoir l'effet le plus important sur les montants présentés sont fournies ci-après :

i) Constatation des produits

La constatation des produits fait l'objet de jugements critiques. Dans le cas des accords de prestations multiples, en particulier, il est nécessaire de porter un jugement sur la répartition des produits à chaque composante, notamment les licences, les services professionnels et les services d'entretien, selon la juste valeur relative de chacune. Comme la durée de certaines prestations est supérieure à un an, la détermination de chaque prestation et la répartition de la contrepartie reçue aux composantes se répercutent sur le moment de la constatation des produits.

ii) Aide publique

La direction fait preuve de jugement dans l'estimation des montants à recevoir à l'égard de différents crédits d'impôt et dans l'évaluation de l'admissibilité des charges de recherche et de développement et autres charges donnant droit à de tels crédits.

iii) Impôt sur le résultat

Pour déterminer la probabilité de réalisation des actifs d'impôt différé, la direction évalue s'il est probable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôt différé ne sera pas réalisée. La réalisation des actifs d'impôt différé dépend ultimement de la réalisation d'un bénéfice imposable futur et des stratégies de planification fiscale disponibles pour effectuer cette évaluation.

Les actifs et les passifs d'impôt différé comportent des estimations à propos de la nature et du moment des différences permanentes et temporelles futures, ainsi que des futurs taux d'imposition s'appliquant à ces différences. Les modifications des lois fiscales et des taux d'imposition, de même que les changements se rapportant au moment prévu des renversements, pourraient avoir une profonde incidence sur les montants inscrits des actifs et des passifs d'impôt différé. La direction suit attentivement les modifications actuelles et éventuelles des lois fiscales et fonde ses estimations sur les meilleurs renseignements à sa disposition chaque date de clôture.

iv) Dépréciation d'actifs

Les évaluations de la dépréciation peuvent nécessiter de la Société qu'elle établisse la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT »). Une UGT désigne le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs. L'établissement de cette valeur nécessite d'importantes estimations concernant différents aspects, dont les ventes prévues, les marges brutes, les coûts de vente, le moment et le montant des flux de trésorerie, ainsi que les taux d'actualisation et d'intérêt. La Société établit une documentation et justifie toutes les hypothèses posées quant aux estimations ci-dessus et elle met à jour ces hypothèses en fonction des meilleurs renseignements à sa disposition lorsqu'une évaluation de dépréciation requiert l'établissement du montant recouvrable d'une UGT.

v) Provision pour créances douteuses

La Société fait une évaluation de la recouvrabilité des débiteurs, qui prend en considération l'assurance pour pertes sur créances et la solvabilité de chaque client, compte tenu de la situation financière et de l'historique de paiement de chaque client, en vue de déterminer la provision appropriée pour les créances douteuses. De plus, ces estimations doivent être évaluées et mises à jour de façon continue. La Société n'est pas en mesure de prédire les changements à la situation financière de ses clients et, si les circonstances liées à la situation financière de ses clients se détériorent, les estimations de la recouvrabilité des créances clients pourraient subir une incidence importante et la Société pourrait être tenue de comptabiliser des provisions supplémentaires. À l'inverse, si la Société constitue des provisions supérieures à ses besoins, une reprise au titre d'une partie des provisions pourrait devoir être constatée au cours de périodes ultérieures selon les résultats réels au chapitre du recouvrement.

(vi) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. À la date à laquelle le contrôle est obtenu, les actifs et les passifs identifiables de même que les passifs éventuels de la société acquise sont évalués à leur juste valeur. Selon la complexité de l'établissement de ces évaluations, la Société a recours à des techniques d'évaluation appropriées, qui sont généralement fondées sur des prévisions relatives à la totalité des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction relativement au rendement futur des actifs connexes et au taux d'actualisation appliqué, hypothèses que poserait un intervenant du marché.

## Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information importante est recueillie et communiquée à la haute direction en temps opportun afin de permettre la prise de décisions appropriées à l'égard de l'information à fournir. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont la responsabilité d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Ils assument cette responsabilité avec l'aide du comité de direction de la Société, qui se compose de membres de la haute direction. Selon une évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information, le chef de la direction et le chef de la direction financière en sont venus à la conclusion que ces contrôles et procédures étaient efficaces au 31 octobre 2017.

## Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction de la Société d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis conformément aux IFRS. Le cadre de contrôle qui a été élaboré dans le cadre du contrôle interne à l'égard de l'information financière est conforme au cadre et aux critères que le Committee of Sponsoring Organizations (le « COSO ») de la Treadway Commission a énoncé dans sa publication *Internal Control – Integrated Framework* (2013).

Au cours du premier semestre clos le 31 octobre 2017, la direction n'a constaté aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière, qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des « énoncés prospectifs » au sens de la législation applicable sur les titres. Bien que les énoncés prospectifs reposent sur les hypothèses, les attentes actuelles et les estimations que la Société pense être raisonnables, les investisseurs ne devraient pas se fier indûment à ces énoncés puisque les résultats réels peuvent varier de ceux présentés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation de termes faisant référence à l'avenir, tels que « croit », « entend », « pourra », « fera », « prévoit », « estime », « anticipe », « poursuit » ou des termes similaires ou des variations de ces termes ou leurs contraires, et l'utilisation du conditionnel ainsi que d'expressions semblables.

Ces énoncés prospectifs, qui ne sont pas des faits historiques, comprennent des affirmations fondées sur les hypothèses de la direction et ne peuvent être considérés comme une garantie du rendement futur. Ils sont assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes, notamment à la conjoncture économique future, aux marchés que sert la Société, aux mesures prises par les concurrents, aux grandes tendances technologiques nouvelles et à d'autres facteurs, dont un grand nombre ne peuvent être influencés par la Société, qui pourraient causer une différence considérable entre les résultats réels et ceux révélés ou suggérés par ces énoncés prospectifs. La Société ne reconnaît aucune obligation à l'égard de la rectification publique de ses énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux résultats ou de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toutes raisons autres que celles exigées par la loi.

Les résultats et les événements réels sont susceptibles de différer, et pourraient différer considérablement, de ceux exprimés de façon explicite ou implicite par les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion. Ces énoncés sont fondés sur de nombreuses hypothèses qui pourraient se révéler inexactes, notamment les hypothèses formulées à l'égard des éléments suivants : i) l'environnement concurrentiel; ii) les risques liés à l'exploitation; iii) la direction et le personnel de la Société; iv) l'investissement en immobilisations réalisé par les clients de la Société; v) la mise en œuvre de projets de clients; vi) les liquidités; vii) la conjoncture financière mondiale actuelle; viii) la mise en œuvre d'une stratégie commerciale de la Société; ix) le crédit; x) la responsabilité civile des produits et les autres poursuites auxquelles s'expose la Société; xi) le financement supplémentaire et la dilution; xii) la liquidité du marché des actions ordinaires de la Société; xiii) la mise au point de nouveaux produits; xiv) les droits de propriété intellectuelle et les autres droits de propriété; xv) l'acquisition et l'expansion; xvi) les devises; xvii) le taux d'intérêt; xviii) les changements en matière de technologie et de réglementation; xix) le système et les applications liées aux technologies de l'information internes xx) et la cybersécurité.

## Mesure de la performance non conforme aux IFRS

La Société a recours à une certaine mesure de performance financière non conforme aux IFRS dans le présent rapport de gestion et d'autres formes de communications décrites plus loin. Cette mesure non conforme aux IFRS n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut difficilement être comparées à une mesure portant un nom semblable présentée par d'autres sociétés. Le lecteur doit garder à l'esprit que cette mesure visent à développer, et non à remplacer, l'analyse des résultats financiers déterminés conformément aux IFRS. La direction a recours tant aux mesures conformes aux IFRS qu'aux mesures non conformes aux IFRS dans le cadre de la planification, de la surveillance et de l'évaluation de la performance de la Société.

## BAIIA

Le BAIIA correspond au bénéfice avant les charges d'intérêt, les produits d'intérêt, l'impôt sur le résultat et l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. La Société est d'avis que cette mesure est couramment utilisée par les investisseurs et les analystes pour mesurer la performance d'une société et sa capacité à assurer le service de la dette et à s'acquitter d'autres obligations de paiement, ou en tant qu'instrument d'évaluation courant.

Le calcul du BAIIA pour les premiers semestres des exercices 2018 et 2017, calculé à partir de mesures conformes aux IFRS figurant dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société, se détaille comme suit:

|                                                        | Semestre clos le<br>31 octobre 2017 | Semestre clos le<br>31 octobre 2016 |
|--------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Bénéfice de la période                                 | 1 425 \$                            | 334 \$                              |
| Ajustements pour :                                     |                                     |                                     |
| Amortissement des immobilisations corporelles          | 405                                 | 413                                 |
| Amortissement des frais de développement différés      | 599                                 | 683                                 |
| Amortissement des autres immobilisations incorporelles | 235                                 | 247                                 |
| Charge d'intérêt                                       | 1                                   | 49                                  |
| Produits d'intérêt                                     | (96)                                | (55)                                |
| Impôt sur le résultat                                  | 302                                 | 78                                  |
| <b>BAIIA</b>                                           | <b>2 871 \$</b>                     | <b>1 749 \$</b>                     |

## Indicateurs clés de performance

La Société recourt à certains indicateurs clés de performance dans le présent rapport de gestion et d'autres formes de communications décrites dans la section suivante. Il est peu probable que ces indicateurs clés de performance soient comparables à des indicateurs semblables présentés par d'autres sociétés. Le lecteur doit garder à l'esprit que ces mesures visent à développer, et non à remplacer, l'analyse des résultats financiers déterminés conformément aux IFRS. La direction a recours tant aux mesures conformes aux IFRS qu'aux indicateurs clés de performance dans le cadre de la planification, de la surveillance et de l'évaluation de la performance de la Société.

## Commandes

De façon générale, les commandes correspondent à la valeur totale des contrats conclus, y compris les licences d'utilisation de logiciels et d'autres produits de la Société et les services de soutien connexes, le matériel et les logiciels de tiers et les services de soutien connexes, les travaux et les services visés par un contrat, ainsi que les modifications à ces contrats inscrites au cours d'une période donnée. La valeur totale des contrats ne se limite généralement pas à la première année et n'exclut normalement pas certains types de transactions. La Société est d'avis que cette mesure est un indicateur principal de l'état global de la performance d'une entreprise. Habituellement, les commandes regroupent tous les éléments ayant une incidence sur les produits, à savoir les nouveaux contrats, les renouvellements, les révisions à la hausse ou à la baisse des contrats, les ajouts, les résiliations anticipées et les remboursements. Les commandes sont habituellement divisées en catégories, telles que les commandes passées par de nouveaux clients ou les commandes passées par la clientèle de base, et la performance de ces catégories de commandes est souvent utilisée dans le cadre de ventes et d'autres régimes de rémunération.

## Carnet de commandes

En règle générale, le carnet de commandes correspond à des commandes incomplètes. Dans une entreprise de logiciel conventionnelle, ce terme est essentiellement employé eu égard aux finances. Le carnet de commandes se rapporte à la valeur des commandes visées par un contrat qui n'ont pas encore été livrées ou pour lesquelles les services n'ont pas été fournis. Le carnet de commandes pourrait faire référence à la valeur des produits prévus au contrat ou convenus qui ne peuvent pas encore être comptabilisés en raison des critères d'acceptation, de la prestation de services professionnels ou de certaines règles comptables. La quantification du carnet de commandes ne se limite pas à la première année et d'ordinaire, elle n'exclut pas certains types de transactions. Dans le contexte actuel, le carnet de commandes est réellement en lien avec les produits et correspond au total des produits futurs non comptabilisés tirés des contrats signés existants.

## Délai moyen de recouvrement des créances

Le délai moyen de recouvrement des créances représente le nombre moyen de jours dont une société a besoin pour recouvrer une créance après la réalisation d'une vente. Le délai moyen de recouvrement des créances de la Société est calculé chaque trimestre en divisant le montant des créances et des travaux en cours à la clôture du trimestre par la valeur totale des ventes au cours de la même période, puis en multipliant le résultat par 90 jours.